

LA RUE ALGÉRIENNE S'EXPRIME

«Moubarak a commis, qu'il assume»

La plupart des Algériens interrogés dans les rues d'Alger approuvent le jugement du président égyptien déchu. «Il a commis, qu'il assume», disent-ils unanimement, espérant voir tous les autres dictateurs arabes jugés de la même manière.

Islam : «Il a fait beaucoup de mal à l'Égypte»

Assis sur un tabouret, Islam, 21 ans, suivait le procès en direct sur El Jazeera dans sa boutique de prêt-à-porter pour hommes, située à la rue Hassiba-Ben-Bouali. C'est dans la presse nationale arabophone qu'il a appris le jugement de Hosni Moubarak. «C'est un événement important, c'est le fruit de la révolution, nous assistons à la fin de la partie», dit-il.

La maladie du président égyptien ne l'émeut pas, Islam estime qu'il a fait beaucoup de mal aux Egyptiens et qu'il doit assumer maintenant. Le jeune vendeur vient à peine de sortir de prison, il a été accusé de vol, il est en procès en ce moment. «C'est une erreur, je n'ai rien commis. J'ai été emprisonné à El Harrach et je sais ce que c'est. J'ai vu des cas pire que Moubarak. Des détenus dans un état lamentable, un vieux de 78 ans qui ne pouvait pas marcher, un autre incarcéré avec un appareil implanté dans son cœur et qu'il transportait tout le temps ! Comparé à ces personnes, Moubarak est chanceux.» Ses yeux ne quittent pas l'écran de télévision, la présentatrice vient d'annoncer le renvoi du procès.

Avant de changer de chaîne, il enchaîne : «Dans les prisons, y a que les pistonnés et les hauts placés qui ont le droit aux soins. C'est le cas de Moubarak, il paraissait en pleine forme ce matin.» Pas trop porté sur la politique comme beaucoup d'Algériens, le jeune vendeur s'intéresse à l'actualité depuis peu, depuis les récents événements qui ont secoué certains pays arabes. Il regarde les chaînes satellitaires arabes pour savoir ce qui se passe en Libye, en



Les Algériens suivent avec attention le procès.

Syrie et en Egypte. «Le procès doit être équitable, il faut des preuves tangibles pour condamner Moubarak. Des vidéos ou des documents car les témoignages peuvent être faux. S'il n'y a pas de preuves, ça ne sert à rien, faut le relâcher !»

Islam n'est pas toujours scotché à son téléviseur, généralement, tout dépend de l'événement et de son intérêt. «Il y a aussi les séries turques que je ne rate jamais», confie-t-il en affichant un large sourire.

Baya : «Il doit assumer ses prises de position politiques»

«Il doit payer pour tout ce qu'il a fait. Les Egyptiens ont en marre ! Ça suffit!», s'écrie Baya. Agée de 59 ans, voilée, elle paraît beaucoup plus jeune. Femme au foyer, elle ne s'intéresse pas à la politique, ce sont les derniers événements qui l'y ont poussée. «C'est normal, nous devons savoir ce qui se passe autour de nous», justifie-t-elle dans un français parfait.

Avant de sortir faire ses courses, elle a pris le temps de regarder la télévision, des flashes d'information montrant en direct le procès, Moubarak sur une civière

et ses deux enfants debout à ses côtés. «J'espère que ça sera pareil pour le président tunisien Zine El Abidine. Inch'Allah ! Que ces voleurs rendent tous ce qu'ils ont pris au peuple. Que le peuple puisse en profiter et mener une existence luxueuse, comme la leur. Pourquoi pas ?»

Pour Baya, Moubarak a soutenu les Israéliens et a tourné le dos à la cause palestinienne, il a conduit son pays à la déchéance. «En Égypte, il n'y a pas de classe moyenne, il y a les riches d'un côté et les pauvres de l'autre !»

Couturière occasionnelle exerçant chez elle, Baya pense que tous les présidents sont pareils, ils ne pensent jamais à leurs peuples, c'est même le dernier de leurs soucis. «Ils ne bougent que lorsque c'est trop tard, que lorsqu'il y a le feu en la demeure ! C'est tout ce qui les fait réagir, la peur.»

Kaddour : «Que l'on juge tous les dictateurs arabes»

Ouvrier, Kaddour marchait dans la rue, feuilletant avec intérêt un journal arabophone. C'est un féru de politique, il ne rate rien. Mercredi, il a allumé sa télévision à 8h30 et a suivi le procès jusqu'à

10h. «Je suis heureux, très heureux même du procès. Je suis sorti de chez moi en priant fortement qu'il soit condamné. J'espère que ça sera le cas pour tous les régimes arabes. Quand la caméra filmait Moubarak, il se cachait la tête avec la main, il ne voulait pas être montré.» Kaddour raconte la scène plusieurs fois, cette image l'a visiblement marqué.

Le président déchu, qui a dépassé les 80 ans, malade et jugé sur une civière, tout cela ne l'interpelle pas. «Je pense aussi aux 1 000 personnes tuées lors des événements et à leurs familles. J'ai de la peine pour eux. Moubarak, comme la plupart des présidents arabes, vivait comme un pacha, dans la luxure, il changeait de femmes, de voitures et détournait les deniers publics.»

Kaddaour espère profondément que les autres dictateurs arabes soient jugés de la même façon. «El Kaddafi et Bachar El Assad et même notre pouvoir. Ce sont des présidents injustes. Je reviens de la Grande-Poste où les familles qui ont perdu leurs enfants, kidnappés par des pirates somaliens, manifestaient. Elles ont été refoulées par la police. C'est

honteux.» Le procès de Moubarak et ses enfants, pour cet ouvrier père de trois enfants, permettra un véritable changement en Egypte. «Il y aura une période de transition.

C'est obligatoire. Les Egyptiens doivent être patients.»

Mohamed : «On ne juge pas un homme mais tout le régime»

Professeur d'histoire à l'Université d'Alger, Mohamed, 49 ans, est attristé par le déroulement du procès. Il estime que toutes les bonnes conditions pour un procès équitable sont absentes. D'abord Moubarak est malade, son état de santé ne lui permet pas d'être jugé. «Ça ne sert à rien de le faire comparaître, il ne peut même pas se défendre. Par ce procès, les militaires souhaitent absorber la colère du peuple et arrêter les manifestations dans la place Tahrir».

Mohamed ajoute que l'Egypte n'est pas stable, que les nouveaux parlements et gouvernement n'ont pas encore été mis en place et que les lois égyptiennes tant décriées n'ont pas été réformées. «On ne juge pas un homme mais tous ceux qui symbolisent l'ancien régime. Non ! Où sont les autres inculpés. Moubarak a régné pendant 30 ans et il n'était pas seul !»

Irrité profondément par cette mascarade politique et médiatique, Mohamed explique que le procès devrait également s'ouvrir aux autres responsables impliqués, comme ceux de la sécurité, de la police, des services secrets, du ministère de l'Intérieur...

La liste est longue et ce n'est pas une question de jours. «On refait le même scénario de Saddam Hussein. Un bouc émissaire pour faire croire à la fin d'un dictateur, d'un régime alors que ce n'est pas vrai ! Le changement ne peut venir ainsi ! Ce n'est pas possible. L'Etat doit se constituer pour être capable de juger ceux qui lui ont fait du mal et redémarrer ainsi sur de bonnes bases.»

I. B.

MARINS ALGÉRIENS OTAGES EN SOMALIE

Les familles ne baissent pas les bras

Mercredi 3 août 2011. Alger, la Grande-Poste. Il est 9h. Les familles des 17 marins algériens otages au large de la Somalie depuis sept mois commencent à arriver les unes en provenance de Tizi-Ouzou et des banlieues d'Alger, les autres de Tiaret, Blida et Tipasa. Une petite fille de sept ans, les larmes aux yeux et couverte de l'emblème national, brandit une pancarte : «Rendez-moi mon papa ».

Mehdi Mehenni - Alger

(Le Soir) - Les banderoles arborées par les familles et dans lesquelles on peut lire : «17 marins algériens passent le Ramadan en Somalie, pays de la famine, c'est ça l'Algérie ?», ou encore «M. le Président, nos marins vous demandent de les libérer le plutôt possible»... attirent l'attention des passants.

De vieilles comme de jeunes personnes ainsi que

des familles entières font halte pour s'enquérir de la situation ou carrément demander de quoi il s'agit au juste pour celles qui n'ont pas eu vent du drame. Et combien sont-ils ces citoyens qui, sept mois après le déroulement des faits, apprennent ce jour-là et à cet instant précis, de la bouche même des familles rassemblées à la Grande-Poste que 17 marins algériens ont été capturés le

1^{er} janvier de l'année en cours par des pirates au large de la Somalie.

«Ces 17 malheureux algériens jeûnent actuellement au large de la Somalie», dira le fils d'un otage à un quadragénaire dont l'information semble l'avoir étonné. De la curiosité à la compassion, les personnes qui s'arrêtent pour prendre acte de l'événement ne peuvent plus quitter les lieux. Un citoyen prend une pancarte et la porte en guise de soutien à ses familles qui entament leur troisième jour de carême sans leurs proches.

«A 20h, au moment de rompre le jeûne, une atmosphère de funérailles règne à la maison. Personne n'arrive plus à retenir ses larmes ni

encore manger à sa faim lorsque nous réalisons que la chaise où mon père a l'habitude de s'installer au tour de la table est vide. Chacun a une pensée pour lui et chacun l'imagine à sa manière dans quelles conditions vivait-il en ce moment, s'il a mangé ou non, s'il a trouvé quelque chose à boire ou peut-être meurt-il de soif», dira Fouzi Aït Ramdan, fils de l'un des otages. Il est 14h, la chaleur ne baisse pas d'un cran et les familles repartent bredouilles, mais avec toutefois plus de chagrin et d'angoisse, étant donné qu'aucun responsable ne s'est déplacé pour les voir ou les consoler dans leur malheur bientôt légendaire.

M. M.

SYNDICAT NATIONAL
DES JOURNALISTES (SNJ)
Communiqué

Des consœurs, journalistes femmes de la Chaîne 4 d'expression amazigh, affiliée à la télévision nationale publique l'ENTV, ont déposé plainte, ce jour mercredi 3 août 2011, contre leur directeur pour harcèlement sexuel.

La plainte a été officiellement introduite par l'avocat du Syndicat national des journalistes, M^e Youcef Dilem, auprès du parquet de la République au niveau du tribunal de Sidi M'hamed à Alger.

Ce recours à la justice est une extrémité hélas inévitable pour des consœurs bafouées dans leur intégrité morale, et rendue d'autant plus incontournable par la campagne de repréailles que mène à leur encontre le directeur de la Chaîne 4 depuis qu'elles avaient osé briser le silence et porter l'affaire sur la place publique.

L'homme se prévaut publiquement d'une «amitié» protectrice et donc immunisante du chef de l'Etat. Il a pu, en tout cas, bénéficier jusque-là de tergiversations complices de la direction de l'ENTV, et ce, en dépit des instructions du ministre de la Communication qui lui demandait l'ouverture d'une enquête avec, éventuellement, la prise de mesures conservatoires, à la demande du Syndicat, le 13 juillet 2011.

Le Syndicat, qui fait confiance à la justice pour rétablir nos consœurs dans leurs droits, réitère son appui indéfectible et incessant à l'ensemble des journalistes de la Chaîne 4 qui subissent une intenable pression, faite d'intimidations et de tentatives de politiser une affaire qui n'est et ne restera que ce qu'elle est en fin de compte : une affaire de mœurs qui empoisonne la vie de nos consœurs depuis des années.

P/ Le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni